

Scott Ritter : Israël déclare l'URGENCE, le bluff MOAB de Trump explose

Soutenez le travail de Scott : <https://scottritter.substack.com/> PATREON.COM/DANNYHAIPHONG
Soutenez la chaîne par d'autres moyens : <https://www.buymeacoffee.com/dannyhai...> Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : \$Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : <https://paypal.me/spiritofho> Suivez-moi sur Telegram : <https://t.me/dannyhaiphong> #iranwar #trump #israel

#Danny

Bienvenue à tous. Danny Haiphong avec Scott Ritter, ancien inspecteur en armement des Nations unies et officier du renseignement du Corps des Marines des États-Unis. Il est avec nous pour analyser les derniers développements. Scott, je voudrais commencer par l'état d'urgence qui vient d'être déclaré en Israël. L'armée israélienne est en état d'alerte maximale après ces essais de missiles menés en Iran au cours des trente-six dernières heures. Plus de trente missiles ont été tirés, en préparation de ce qu'Israël affirme pouvoir être une frappe surprise ou préventive contre Israël. Et cela intervient, de manière choquante — mais peut-être pas si surprenante — très près des élections israéliennes.

Des images nous viennent d'Israël, qui se prépare apparemment à une guerre de grande ampleur avec l'Iran. Ces abris anti-bombes mobiles circulent dans Tel-Aviv. On observe aussi des déplacements de systèmes de défense aérienne à travers le pays, en préparation de ce qu'ils présentent comme une frappe à venir. Et puis, selon Israel Hayom, le média préféré de Bibi Netanyahou, les tensions montent aussi dans le détroit d'Ormuz. Israël semble presque signaler à l'avance que les États-Unis se préparent eux aussi à une possible frappe avant les élections de mi-mandat. L'USS George Bush revient de Thaïlande, l'USS George Washington reste en mer d'Arabie, et le Theodore Roosevelt est en route.

L'Iran est lui-même en état d'alerte. Soixante-douze heures de mobilisation militaire totale ont été décrétées, avec le déploiement de missiles balistiques, de systèmes de défense aérienne et d'autres moyens du même genre. CNN a rapporté, Scott — je sais que vous en avez parlé — que les États-Unis envisageraient d'utiliser contre l'Iran la « mère de toutes les bombes », sur le mont Pickaxe. On en a beaucoup parlé. Mais commençons peut-être par la situation israélienne. Ces élections approchent. Est-ce que ces préparatifs de guerre et ces alertes concernant une frappe préventive de l'Iran annoncent une sorte d'opération sous faux pavillon, ou une frappe israélienne ? Comment interprétez-vous ces signaux d'alarme venant d'Israël ?

#Scott Ritter

Eh bien, d'abord, je ne peux pas parler au nom du gouvernement iranien. Et je ne voudrais pas le faire. Je ne voudrais pas m'y risquer. Mais les frappes préventives, ce n'est pas vraiment leur méthode. Vous savez, s'il y avait des raisons de penser qu'Israël se préparait à lancer une attaque, on pourrait avancer, vous savez, un argument juridiquement recevable en faveur d'une action préventive au regard du droit international. Et l'Iran est un pays qui croit fermement au droit international. Il n'y a donc aucune raison pour que l'Iran jette aujourd'hui le livre de droit aux oubliettes, maintenant qu'il a établi, vous savez, un dossier de fait contre les États-Unis et Israël concernant la guerre d'agression non provoquée qu'ils ont menée contre l'Iran. L'Iran a déjà eu de nombreuses occasions de lancer des frappes préventives par le passé, et il ne l'a pas fait. Les comportements passés ont tendance à se répéter.

Je ne vois aucune raison pour que l'Iran rompe avec ses comportements passés, quel que soit le nombre de justifications que nous puissions lui accorder, dans la blogosphère et sur Internet. Donc, ce n'est que de la gesticulation de la part d'Israël. Cela dit, cette gesticulation vise peut-être à créer un écran de fumée qui pourrait mener à une attaque israélo-américaine contre l'Iran. Et je pense que tous les signes indiquent que les États-Unis attaqueront l'Iran aux alentours des élections de mi-mandat, soit avant, soit peu après. La montagne Pickaxe semble être une cible probable. Et l'arme de prédilection, vous savez, je serais d'accord avec la mère de toutes les bombes. C'est une arme qui en met plein la vue. Elle fait un énorme boum. Beaucoup d'éclairs, beaucoup de fumée, beaucoup de nuages. Mais elle ne fera rien à la montagne Pickaxe. Et ce n'est pas nécessaire.

Il suffit de créer l'impression d'une intervention militaire américaine décisive, qui permettrait à Donald Trump de déclarer victoire. Mais, en ce qui concerne Israël, je ne le vois pas lancer seul une attaque contre l'Iran. À ce stade, compte tenu des sensibilités politiques aux États-Unis et de l'attention que Donald Trump porte, en ce moment, aux réactions de l'électorat, je ne vois pas Israël prendre le risque de compromettre sa relation avec les États-Unis. Autrement dit, si Israël devait s'engager de manière décisive contre l'Iran, de façon unilatérale, il y aurait de fortes chances que les États-Unis le laissent se débrouiller seul. Je ne dis donc pas qu'il ne peut pas y avoir de coopération israélo-américaine. Mais je pense qu'à l'heure actuelle, la décision d'utiliser ou non la force militaire contre l'Iran sera une décision américaine. Et Israël restera probablement en retrait. À ce stade, Israël n'a aucune raison de s'impliquer.

#Danny

Alors, que permet ce redéploiement de ces porte-avions ? Il pourrait y en avoir trois, d'ici la fin octobre, dans la zone d'opérations dite du CENTCOM. Est-ce que ces porte-avions compensent les pertes subies par les États-Unis dans la région, en termes de puissance militaire ? Quels problèmes cette posture pose-t-elle aux États-Unis, et quels atouts leur donne-t-elle, dans l'attaque à venir ? Et je suis d'accord avec vous, Scott. Je ne vois pas comment Israël pourrait mener une frappe seul, sans implication américaine. Mais qu'en pensez-vous ?

#Scott Ritter

Je veux dire, trois porte-avions, cela représente trois groupes aériens embarqués, soit un potentiel d'environ deux cents avions de combat. Un tel volume d'appareils serait nécessaire pour une campagne de courte durée, compte tenu du fait que les États-Unis ont perdu leurs capacités de déploiement avancé. Les États-Unis continueraient, je pense, à faire décoller des avions depuis la Jordanie. Mais les porte-avions offrent davantage de flexibilité opérationnelle et de profondeur à toute frappe américaine éventuelle. Encore une fois, gardez à l'esprit que je ne pense pas qu'on parle ici d'une campagne de trente ou quarante jours. Je pense qu'on parle d'une campagne de trois jours. Donc, ce nombre de porte-avions est suffisant pour vous donner la capacité de lancer ces avions. Un événement pourrait se produire prochainement et faire réagir tout le monde, mais espérons que nous pourrions gérer cela.

#Danny

Oui, je pense. Je pense. Vous savez, Israël est resté assez discret quant à son implication dans les dernières phases de cette guerre contre l'Iran. Pourquoi pensez-vous qu'Israël soit maintenant le plus actif, surtout en matière de signaux envoyés ? Même dans l'article d'Israel Hayom que j'ai publié, tout l'article ressemble presque à une anticipation très précise de ce qui pourrait se passer dans les jours à venir. Comment analysez-vous la position d'Israël en ce moment ? Et pourquoi devient-il beaucoup plus vocal précisément à ce stade de la politique mondiale ?

#Scott Ritter

Je veux dire, une élection approche et, vous savez, la survie physique, au sens propre, de Benjamin Netanyahu en dépend. Il ne s'agit pas seulement de sa survie politique. S'il perd, et si son parti, sa coalition, est écarté de la Knesset, il perd l'immunité qu'il a accumulée au fil du temps. Vous savez, cet homme est un démon corrompu. Il serait jugé et, très probablement, reconnu coupable de corruption, puis passerait le reste de sa vie en prison. Nous vivons donc une période d'importance existentielle pour Benjamin Netanyahu. Lui et ses alliés vont donc continuer à jouer sur l'image qu'il façonne depuis des décennies : celle d'un gourou de la sécurité.

C'est le seul, en Israël, à qui les Israéliens peuvent faire confiance pour faire face à la multitude de menaces qui pèsent aujourd'hui sur le pays. Et puis, vous savez, ce qu'il veut aussi éviter, c'est de créer une période de calme relatif qui permettrait à ses opposants de réfléchir plus profondément à la réalité de Benjamin Netanyahu. Par exemple, peut-être qu'il ne veut pas que les gens repensent à ce qui se passait en septembre deux mille vingt-trois, avant l'attaque du Hamas du sept octobre, quand des centaines de milliers d'Israéliens étaient dans la rue pour protester contre lui, contre sa corruption et contre sa manipulation du système judiciaire israélien. Ils ne veulent pas non plus que l'on se rappelle que le président israélien disait, en septembre, qu'il y avait un véritable risque de guerre civile en Israël, et que le pays était profondément divisé.

Et puis, ils ne veulent peut-être pas que les gens réfléchissent à ce qui s'est passé le sept octobre. Au fait que Benjamin Netanyahu a reçu, vous savez, des avertissements très crédibles à l'avance, de la part de ses voisins, sur ce que le Hamas préparait. Et qu'il n'a rien fait en réponse. Qu'il a laissé le sept octobre se produire. Et quand on considère cette réalité, qui semble reposer sur des faits, alors il faut se poser la question. S'il savait que cela allait arriver, on ne peut pas dire qu'il a été pris par surprise. Ce qui signifie que la directive Hannibal n'était pas tant une réaction paniquée d'Israël, mais le meurtre prémédité d'Israéliens par un dirigeant israélien, conçu pour faire grimper le bilan des morts, puis l'associer à des récits dont nous savons aujourd'hui qu'ils sont totalement inventés.

Zéro bébé décapité, zéro agression sexuelle. Les Nations unies ont reconnu qu'il n'existe tout simplement aucune preuve, quelle qu'elle soit, qu'une seule agression sexuelle ait eu lieu lors des attaques du sept octobre. Tout cela, ce ne sont que des exagérations, des spéculations, des informations de seconde main, mais aucune preuve, absolument aucune. Alors, vous savez, les gens commencent à y réfléchir. Et ils se demandent : jusqu'où en sommes-nous arrivés ? Notre réputation à l'étranger est détruite. Nous sommes désormais qualifiés, à juste titre, d'État génocidaire. Vous savez, on parle d'étendre le conflit au Liban. Ça ne s'est pas exactement bien passé pour Israël. Ce qui se déroule aujourd'hui en Syrie place Israël sur une trajectoire de collision avec une guerre contre la Turquie, un allié des États-Unis au sein de l'OTAN.

C'est quelque chose qui, vous savez, est de bon augure pour l'avenir d'Israël. Ensuite, bien sûr, il y a la guerre ratée contre l'Iran, et aussi, par extension, le conflit raté contre le Yémen et les Houthis. Si les gens y réfléchissent trop, ils comprendront que Benjamin Netanyahu, plutôt que d'être le Premier ministre de la sécurité, est le Premier ministre de l'insécurité. C'est l'homme qui a placé Israël dans une situation qui pourrait aujourd'hui mener à la disparition de la patrie juive connue sous le nom d'Israël. Je pense donc que ce qu'il fait actuellement, c'est utiliser ses amis et ses alliés dans les médias pour créer des diversions, afin de détourner l'attention de la réalité sur laquelle il ne veut pas que les Israéliens se concentrent à l'approche des élections.

#Danny

Eh bien, Scott, parmi les alertes qu'Israël diffuse par l'intermédiaire de ses médias et, bien sûr, via les renseignements en sources ouvertes, il y a l'idée que l'Iran aurait demandé au Hezbollah de se préparer à des attaques et, en substance, de rejoindre les combats lorsqu'ils reprendront. Qu'en pensez-vous ? On a l'impression que cela correspond presque mot pour mot à ce que vous venez d'exposer, et que ça concorde avec ce qu'Israël diffuse au sujet de cette situation d'alerte rouge qu'ils décrivent.

#Scott Ritter

D'accord, mais je veux dire : ces informations sur le Hezbollah et sur l'Iran, elles viennent de sources iraniennes ou de sources occidentales ? Parce que, si elles viennent de sources occidentales, alors

elles s'inscrivent pleinement dans le récit façonné par les mêmes acteurs qui parlent de la menace que représente l'Iran. Ce n'est qu'un prolongement de ce récit. Vous savez, je ne dis pas que l'Iran n'est pas en contact avec le Hezbollah, et je ne dis pas que l'Iran n'a pas demandé au Hezbollah de se joindre à eux. Je n'en sais rien. Mais je serais prudent avant d'adhérer à un récit venant d'acteurs favorables à Israël, parce qu'Israël comme les États-Unis ont fait la preuve qu'ils n'étaient pas toujours honnêtes ni transparents sur les situations actuelles et à venir.

#Danny

Alors, Scott, que savez-vous de la mère de toutes les bombes, sur laquelle l'administration Trump semble désormais se focaliser ? Certains rapports indiquent même que les bombes anti-bunkers, utilisées par les États-Unis en deux mille vingt-cinq, sont en très faible quantité. Qu'est-ce que la mère de toutes les bombes ? Que fait-elle ? Et pourquoi Donald Trump l'utiliserait-il dans ce contexte, ou pourquoi le CENTCOM l'utiliserait-il dans ce contexte ?

#Scott Ritter

Eh bien, d'abord, parlons de la GBU cinquante-sept, cette énorme bombe anti-bunker. Elles sont difficiles et coûteuses à fabriquer, donc elles sont produites en petites quantités. Un très grand nombre de ces bombes a été utilisé lors de l'opération Midnight Hammer. Je n' imagine donc pas qu' on ait eu le temps d'en fabriquer de nouvelles, du moins pas dans les quantités qui seraient souhaitables. Donald Trump a un impératif politique : il doit donner l'impression d'agir de manière décisive pour sortir de l'impasse qui s'est installée dans le conflit entre les États-Unis et l'Iran. Beaucoup de gens se concentrent sur le détroit d'Ormuz, mais je pense que cette question serait réglée du jour au lendemain si le dossier nucléaire iranien n'existait pas.

Donald Trump, comme vous le savez, dans tous ses messages, a dit que, vous savez, il conclut toujours par : « L'Iran n'aura pas la bombe nucléaire. » Alors, où se situe la mère de toutes les bombes là-dedans ? Là encore, revenons à l'opération Marteau de minuit et à l'usage intensif des G B U cinquante-sept. C'est cette frappe, notamment sur Fordow. Trump s'en est vanté : bombe après bombe envoyée dans le puits de ventilation, causant des dégâts. Il s'est même vanté d'avoir réglé le problème nucléaire, parce que l'uranium enrichi à soixante pour cent était devenu de la poussière nucléaire, grâce à l'efficacité des attaques américaines.

Nous savons maintenant que c'est un mensonge. Comment le savons-nous ? Eh bien, les Iraniens, lors des négociations qui ont précédé cette phase actuelle du conflit, et qui se sont achevées à la veille des bombardements, ont dit, en substance, qu'ils remettraient la totalité de l'uranium enrichi à soixante pour cent. Donald Trump avait affirmé qu'il avait été réduit en poussière. Or, les Iraniens ont dit qu'ils le détenaient toujours. Il est intact. Et une partie de l'accord consistait à le placer sous contrôle et à le diluer. Cela signifie que les Iraniens n'en avaient pas perdu le contrôle, que cette matière existait toujours dans sa forme initiale, et que Donald Trump avait été mal informé.

C'est une chose de dire qu'on a réduit le programme iranien en poussière nucléaire. Le public américain est, sans exception, le public le plus ignorant au monde sur le monde dans lequel nous vivons. Il serait prêt à accepter sans la moindre réserve tout ce qui paraît crédible, dès lors que c'est négatif ou préjudiciable à l'Iran. Trump aurait donc pu déclarer qu'il avait réduit en poussière nucléaire l'uranium enrichi à soixante pour cent, et que, par conséquent, nous avons gagné la guerre. Mais il y a ensuite eu les négociations. Et maintenant, nous avons ce malheureux bilan des négociations, qui prouve le contraire. Trump va donc devoir recréer la destruction du programme nucléaire iranien.

Il doit créer de nouvelles poussières nucléaires, et c'est précisément ce que la mère de toutes les bombes est censée faire. C'est un explosif à combustible et à air, de type thermobarique. Autrement dit, son efficacité repose surtout sur la surpression générée par l'énorme explosion qui se produit lorsque le nuage de matière inflammable s'enflamme rapidement. En général, si l'on remonte dans le temps, on utilisait des explosifs à combustible et à air. En gros, on larguait une bombe au sol, qui dispersait sous forme d'aérosol une matière très inflammable, vous savez. Ensuite, on l'enflammait, et elle se dilatait très rapidement.

L'idée, c'est que cela crée une surpression massive, capable de faire s'effondrer, vous savez, des structures en béton, des structures enterrées, et cetera. Nous avons utilisé la mère de toutes les bombes au combat contre les talibans — ou plutôt contre l'État islamique au Khorasan, aussi appelé l'EI-K. Sous les ordres de Trump, nous avons largué cette bombe. Elle était censée détruire toutes les capacités de l'EI-K dans une zone donnée. En réalité, il semble qu'elle ait surtout tué des civils. C'est une arme dont les performances ont été exagérées. Elle n'est pas très efficace contre des cibles situées en terrain montagneux, et cetera. Elle ne produit pas la surpression nécessaire pour faire s'effondrer une cible comme la montagne Pickaxe.

Peut-être qu'il va en utiliser plusieurs, à la suite. Qui sait ? Mais je pense que s'ils utilisent la mère de toutes les bombes, c'est pour créer un spectacle de son et lumière. Tout sera largement filmé. On verra la bombe tomber. On la verra frapper sa cible. On la verra projeter un immense nuage de terre. Et puis, avant même qu'on s'en rende compte, Trump dira : « J'ai créé de la poussière nucléaire. » Et ensuite, il pourra quitter l'Iran, parce qu'il aura résolu le problème nucléaire. Donc, voilà ce que je pense que nous voyons. Nous assistons à une sorte de mise en scène, conçue pour créer les conditions politiques qui permettront à Donald Trump de déclarer victoire et de quitter l'Iran.

#Danny

Y a-t-il des problèmes dans ce scénario possible que l'administration Trump et le CENTCOM sont peut-être en train de préparer en ce moment ? Parce que le pétrole est désormais à cent dix dollars. Il a même fortement augmenté dans les heures qui ont précédé cette émission. Et l'Iran a déjà déclaré qu'il observait l'activité des États-Unis. Les Iraniens voient que les porte-avions se rapprochent et que, dans les prochains jours, ils pourraient mener une opération pour les repousser

davantage. À quels problèmes les États-Unis pourraient-ils être confrontés avec toute cette activité qui s'intensifie avant une nouvelle frappe ?

#Scott Ritter

Eh bien, vous savez, d'abord, on ne connaît pas la nature exacte des éventuels plans de frappes militaires à l'étude. Les médias parlent d'une guerre de trois jours. Qui sait ce que ce sera vraiment ? Écoutez, le président du Parlement iranien, qui est aussi leur principal négociateur, s'est rendu en Irak il y a quelques mois. À son arrivée, il a déclaré que, selon la position ou la conviction de l'Iran, l'administration Trump cherche un moyen élégant de sauver la face en sortant de cette guerre. Les Iraniens comprennent donc qu'il doit y avoir une mise en scène, quelque chose qui donne l'impression que Donald Trump fait preuve de force. Cela ne veut pas dire que cette impression doit correspondre à une réalité.

Et donc, je ne dis pas qu'ils vont se coordonner à l'avance. Mais ils ont déjà fait ce genre de chose, vous le savez, avec « Midnight Hammer ». Je pense donc que nous pourrions assister à une série d'événements soigneusement orchestrés : les États-Unis larguent ces bombes et frappent d'autres cibles ; l'Iran riposte avec des missiles balistiques et frappe des cibles ; puis les deux camps s'arrêtent. Les États-Unis déclarent alors victoire, annoncent qu'ils vont se retirer discrètement, et l'Iran ne fait rien pour les en empêcher. C'est l'option la plus logique pour les deux parties. Mais cela ne veut pas dire que c'est ce qui va se passer.

#Danny

Hum. Oui. Oui. Eh bien, j'imagine qu'il faudra voir ce qui se passera, alors. Scott, vous savez, l'Iran s'inscrit aussi, aujourd'hui, dans le contexte de ce qui se passe avec l'Arabie saoudite. Il y a eu des frappes du Yémen, ou des représailles à l'agression saoudienne. Cela s'est un peu calmé. Mais malgré tout, il y a encore beaucoup d'inquiétudes, y compris en Israël, comme l'ont montré les récentes alertes. L'Arabie saoudite est en grande difficulté, et Ansar Allah ne va pas forcément abandonner simplement parce que l'Arabie saoudite le frappe au Yémen. Qu'en pensez-vous ? Où en est-on aujourd'hui, et quel impact cela pourrait-il avoir sur de futures attaques des États-Unis et d'Israël contre l'Iran ?

#Scott Ritter

Eh bien, je veux dire, je ne vois aucun signe qu'Ansar Allah soit en train de se rendre ou de renoncer. Je vois exactement l'inverse. Nous sommes arrivés à une situation où, vous savez, c'est l'Arabie saoudite qui a provoqué la dernière vague de combats. Si vous vous souvenez, en août, l'Arabie saoudite a attaqué l'aérodrome de Sanaa après qu'un avion de ligne iranien a ramené des pèlerins iraniens des funérailles d'Ali Khamenei. L'Arabie saoudite a déclaré un blocus aérien. Ansar Allah a réagi avec succès en imposant son propre blocus aérien. Et maintenant, on voit Ansar Allah aller encore plus loin, en punissant l'Arabie saoudite et en visant délibérément ce qui compte le plus

pour elle : ses infrastructures de production pétrolière. L'Arabie saoudite largue des bombes, mais aucune de ces bombes n'a d'impact significatif sur Ansar Allah. Et elles ne pourraient pas en avoir. Vous avez affaire à des gens qui croient être du bon côté de l'Histoire et qui ont accepté l'idée du martyr, si cela devait arriver.

Donc, menacer de tuer Ansar Allah ne vous mènera pas dans la direction que vous souhaitez prendre. Je ne pense donc pas que l'Arabie saoudite puisse faire quoi que ce soit pour modifier cette issue. La question est de savoir quelle pression, s'il y en a une, l'Iran peut exercer sur Ansar Allah pour qu'il cesse des actions susceptibles d'entraîner la chute de la maison des Saoud. Car c'est bien de cela qu'il est question : l'élimination de Mohammed ben Salmane et l'effondrement total du royaume d'Arabie saoudite. Et à ce stade, si les choses suivent leur cours, je pense qu'Ansar Allah considère que le conflit avec l'Arabie saoudite est de nature existentielle. Ansar Allah n'a donc pas d'autre choix que d'aller jusqu'au bout. Cela signifie soit être détruit, soit faire tomber l'Arabie saoudite. Et je pense qu'Ansar Allah est pleinement déterminé à faire tomber l'Arabie saoudite.

#Danny

L'Arabie saoudite, son processus de décision est très curieux. Aujourd'hui, je regardais Al Arabiya, et ils publient un reportage citant un vice-ministre saoudien de la diplomatie publique. Il accuse l'Iran de soutenir et d'encourager les attaques des Houthis d'Ansar Allah. Il va même jusqu'à dire que la Russie et la Chine participent à la fourniture de capacités de renseignement qui ont bénéficié à la fois à l'Iran et à Ansar Allah. Qu'en pensez-vous ? Parce que l'Iran a dit être disposé, dans le cadre de l'accord conclu en deux mille vingt-trois sous médiation chinoise, à jouer un rôle de médiateur dans ce conflit et à contribuer à une désescalade. Mais là, l'Arabie saoudite accuse l'Iran de violer leur accord de normalisation. Quel est votre avis ? Vous savez, parfois, ce genre de manœuvres politiques au milieu d'une guerre qui ne semble pas très bien se dérouler me laisse vraiment perplexe.

#Scott Ritter

Eh bien, je veux dire, encore une fois, il faut regarder certaines réalités en face. C'est l'Arabie saoudite qui a déclenché le conflit actuel avec... En fait, on peut remonter jusqu'en deux mille quatorze, deux mille quinze, lorsque Mohammed ben Salmane a décidé que l'Arabie saoudite s'engagerait directement contre les Houthis. Cela était censé déboucher sur une victoire saoudienne rapide et permettre à Mohammed ben Salmane de faire ses preuves militaires, alors qu'il manœuvrait pour s'emparer du pouvoir en Arabie saoudite. Cela s'est avéré être un désastre total. Et cela a, en partie, conduit MBS, Mohammed ben Salmane, à mener un coup d'État de facto en novembre deux mille dix-sept. Il a alors arrêté onze membres de la famille royale, dont l'homme qui commandait la Garde nationale saoudienne et qui était considéré comme le prochain sur la liste de succession au trône.

Il a détruit sa propre viabilité politique, celle de son frère et d'autres personnes. Vous savez, mais cela veut dire qu'il est arrivé au pouvoir, vous savez, non pas par la grâce du peuple saoudien, mais plutôt par... vous savez. Cette démonstration de force pourrait être excusée s'il parvenait à préserver la capacité de l'Arabie saoudite à s'enrichir grâce au pétrole. Mais aujourd'hui, nous voyons qu'Ansar Allah est en train de paralyser cela. Et cela signifie que les échecs de Mohammed ben Salmane deviennent désormais plus évidents. Et la probabilité que des gens lui demandent des comptes est assez élevée. Donc, maintenant, vous êtes iranien. Comment conciliez-vous cela ? L'Arabie saoudite a facilité les attaques américano-israéliennes contre l'Iran. C'est, sans l'ombre d'un doute, ce qui s'est passé.

Et l'Arabie saoudite continue d'apporter son soutien à la coalition menée par les États-Unis, qui fait face à l'Iran. Donc, du point de vue iranien, l'Arabie saoudite est le problème, pas la solution. Et je ne crois pas que les Saoudiens aient fait quoi que ce soit pour convaincre les Iraniens que l'Arabie saoudite avait des intentions pacifiques. Oui, il y a eu le rapprochement de deux mille vingt-trois, négocié par la Chine. Mais depuis, l'Arabie saoudite semble avoir ouvertement pris le parti des États-Unis et d'Israël contre l'Iran. Je ne pense donc pas qu'il y ait la moindre sympathie entre eux. Et, à ce stade, je m'attendrais tout à fait à ce que, tant que l'Arabie saoudite continue de s'aligner sur les États-Unis et de solliciter l'aide américaine pour résoudre ses problèmes, l'Iran considère l'Arabie saoudite, à juste titre, comme un ennemi, et non comme un ami.

#Danny

Et comment tout cela, maintenant — l'ensemble de ce qui se passe en Asie occidentale — affecte-t-il le reste du monde ? Il y a les craintes qui ont un impact immédiat sur les prix du pétrole, et sur tout ce qui en découle. Il y a la peur que la guerre se poursuive entre l'Iran, les États-Unis et Israël, avec désormais l'Arabie saoudite et le Yémen qui s'ajoutent à l'équation. Je sais que vous avez récemment parlé de l'Ukraine, et de la manière dont Zelensky a très publiquement exprimé son mécontentement envers l'administration Trump et l'accord conclu par Donald Trump avec la Russie à ce sujet. On a l'impression que cette guerre en Asie occidentale, ou cette guerre sur plusieurs fronts en Asie occidentale, a des répercussions dans le monde entier. Quel est votre regard là-dessus ? Qu'en pensez-vous ?

#Scott Ritter

Oui, enfin, d'abord, je pense qu'il y a un lien direct de cause à effet entre ce qui se passe en Asie occidentale et ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine. Cela n'a pas toujours été le cas, mais les États-Unis ont décidé d'entrer en guerre contre l'Iran, avec le soutien d'Israël. Ils ont perdu cette guerre. L'Iran a imposé son contrôle sur le détroit d'Ormuz. Les États-Unis n'ont pas de solution militaire à cela.

Pendant ce temps, l'Arabie saoudite, avec, selon certains, le soutien des États-Unis, a rétabli en août l'application de ce qu'elle appelle son blocus aérien. Elle a bombardé les aéroports de Sanaa, déclenchant une série d'événements qui ont conduit Ansar Allah à attaquer l'Arabie saoudite presque quotidiennement : des aéroports, des cibles politiques et des cibles économiques. Vous savez, il n'y a pas de débat sur ce qui s'est passé. Quant à... Danny, il faut que tu reposes la question. Désolé, je suis épuisé. Je n'ai pas dormi. J'étais en train de répondre à la question et j'ai perdu le fil.

#Danny

Eh bien, la question est, je l'espère, assez simple : quel est l'impact des guerres en Asie occidentale sur le reste du monde ?

#Scott Ritter

D'accord. Donc, maintenant, cette guerre lancée par les États-Unis, qui s'est étendue au-delà du détroit d'Ormuz jusqu'à Bab el-Mandeb, a de graves conséquences économiques dans le monde. Et, vous savez, les électeurs américains le ressentent à la pompe. James Carville l'avait fait remarquer en mille neuf cent quatre-vingt-douze : « C'est l'économie, idiot. » Autrement dit, c'est sur cela que les responsables politiques doivent se concentrer. Et Donald Trump semble avoir pris ce message à cœur, parce qu'on parle de lui, qui est en train de perdre... Je voudrais faire une courte pause, juste un instant.

#Danny

Oui, oui. Très bien. Scott va faire une courte pause, le temps de régler des choses chez lui. Mais oui, ce dont nous parlons, c'est de l'impact énorme que ces guerres en Asie occidentale ont désormais sur le reste du monde. Cela s'accumule et se propage en cascade, au point qu'aujourd'hui même, le pétrole a bondi. Le brut Brent est mystérieusement monté à cent dix dollars. Personne ne comprenait vraiment ce qui s'était passé, ni pourquoi il atteignait un pic maintenant. Et beaucoup soupçonnent que ce qui s'est passé en Arabie saoudite, au Yémen, les attaques d'Ansar Allah contre Yanbu, contre l'oléoduc Est-Ouest, contre l'Iran, est en réalité bien plus vaste que ce que rapportent le régime saoudien et, bien sûr, les grands médias occidentaux qui sont de connivence avec lui. Donc, nous assistons à ces énormes flambées des prix du pétrole. Je ne sais pas quel était le prix la veille. Oh, voilà. Scott est de retour. Très bien. Oui, c'est bon. C'est bon.

#Scott Ritter

La réalité d'un vendredi après-midi chez les Ritter.

#Danny

Oui, pas de souci. Les enfants, tout ça, ça arrive.

#Scott Ritter

Quoi qu'il en soit, pour en revenir à ça, ce conflit avec l'Iran a provoqué une crise économique aux États-Unis. Et maintenant, la question est la suivante : que peuvent faire les États-Unis pour résoudre ce problème ? Et plus précisément, que peut faire l'administration Trump pour le résoudre sans que cela ne lui porte préjudice sur le plan politique ? Vous savez, Clausewitz a dit, très justement, que la guerre, c'est la politique. Enfin, comment était la formule ? Von Clausewitz disait : « La guerre est... » J'ai oublié la phrase exacte. Mais l'idée, c'est que la guerre est le prolongement de la politique. Et il y a un autre adage américain : toute politique est locale. Autrement dit, ce sont les problèmes locaux qui comptent. Et aujourd'hui, pour la plupart des Américains, le problème le plus concret, c'est le prix à la pompe, ce qu'ils paient pour l'essence. Parce que c'est quelque chose qui les touche directement, surtout le diesel.

Même si vous n'avez pas de voiture diesel, comprenez que les routiers qui ont des camions diesel doivent payer ce prix-là, et que ce coût est répercuté. Voilà pourquoi vos légumes coûtent plus cher. Voilà pourquoi le lait coûte plus cher, les céréales coûtent plus cher, et ainsi de suite. Voilà pourquoi, en ce moment, mes courses me coûtent trois fois plus cher qu'à la même époque l'an dernier. Et c'est à cause des prix élevés. Donc, Trump doit régler ça. Il a des élections de mi-mandat cruciales à venir. Et certains pensent que, s'il peut démontrer sa capacité à maîtriser les prix et à les faire réellement évoluer dans la bonne direction, les Américains, lorsqu'ils iront voter, voteront en fonction de l'économie et de l'idée que Donald Trump est la solution, sans tenir compte du fait que Donald Trump est le problème.

Et donc, il fait ça. Mais il ne peut pas le faire en disant : « Si les prix sont élevés, c'est à cause de l'Iran. » Parce que les Américains répondront : « Mais c'est vous qui avez décidé d'attaquer l'Iran. C'était une guerre de choix. Vous n'étiez pas obligé de le faire. » Alors, ce qu'il essaie de faire, c'est de donner l'impression que la hausse du prix du diesel vient d'autre chose, de quelque chose sur lequel il n'a aucun contrôle. Par exemple, des attaques continues de l'Ukraine contre des raffineries russes. Il dit que c'est la faute des Ukrainiens si nous en sommes là, parce qu'ils ont attaqué des raffineries russes, et que la Russie a dû cesser de vendre du diesel sur le marché mondial. D'une certaine manière, c'est vrai. L'Ukraine a attaqué des raffineries russes. La Russie a cessé de vendre du diesel sur le marché mondial. Mais ce n'est pas la raison de la crise du diesel. Il y a une crise du diesel à cause de l'attaque de Donald Trump contre l'Iran.

Mais, vous savez, ce que Trump essaie de faire ici, c'est de résoudre la crise du diesel. D'abord, Donald Trump fait trois choses pour essayer de stabiliser le marché. Premièrement, il a dit : « Je ne vais pas bombarder l'Iran avant les élections de mi-mandat. » On sait maintenant que c'est probablement un mensonge. Mais il l'a dit pour calmer le marché, pour que les traders se disent : « Oh, on a une période de calme relatif. Donc, pas besoin de s'inquiéter de pénuries de pétrole, au moins jusqu'après les élections de mi-mandat. On peut donc apaiser le marché. » Deuxièmement, il

devait alléger la pression sur les prix du diesel. Il a donc obtenu des Européens qu'ils mettent sur le marché cinquante pour cent de leurs réserves stratégiques de diesel, ce qu'ils ont fait. Mais quand on regarde ça, vous savez, on parle de quoi ? De deux semaines de diesel. C'est tout.

Ce n'est pas un élément qui change la donne. Et quand ils n'auront plus de diesel, il ne se passera rien qui va, vous savez, arranger les choses. Ça va simplement redevenir mauvais. Ensuite, il a obtenu que les Russes participent à cet accord sur le diesel, qui pourrait avoir certains effets à long terme. Mais encore une fois, cet accord ne change rien, ou presque, à la disponibilité du diesel. Il sert à créer une impression. Et c'est ce que fait Trump. Il essaie de donner l'impression d'une intervention décisive de sa part pour résoudre la crise du diesel avant les élections de mi-mandat. Après les élections de mi-mandat, quand les gens constateront que le diesel russe et le diesel européen ne suffisent pas, il sera trop tard.

Le vote a eu lieu. Voilà donc ce qu'il essaie de faire, en passant sous silence le fait que les attaques ukrainiennes contre la production russe et les infrastructures énergétiques russes relèvent d'un programme de la CIA, ordonné par Donald Trump. Il ne veut pas que vous y pensiez. Il va en rejeter la responsabilité sur Zelensky. Mais Zelensky ne fait qu'appliquer un plan élaboré à Washington, dans le district de Columbia. La CIA s'est ouvertement vantée de son rôle dans les attaques contre les raffineries. Et Donald Trump s'en attribue, dans une large mesure, le mérite. Scott Bessent s'en attribue aussi le mérite. Mais Trump veut vous faire croire qu'il s'agit uniquement d'une initiative locale de la part de Vladimir Zelensky. Il a donc dit à Zelensky : arrêtez les attaques.

Vous voyez, là, Donald Trump se montre décisif. Il intervient. Les attaques s'arrêtent, le diesel arrive sur le marché, et Trump peut dire que tout est sous contrôle. Le problème, c'est que Zelensky ne joue pas ce jeu-là en ce moment, parce qu'il ne peut pas le jouer. Zelensky traverse sa propre crise existentielle. Il y a un effondrement des capacités de défense aérienne de l'Ukraine, un effondrement de ses performances sur le terrain, un effondrement de son économie. Il a besoin... Enfin, il vient tout juste de dire aujourd'hui, au Parlement européen — j'oublie les chiffres exacts — qu'il lui faut, quoi, quatre-vingt-dix milliards de dollars immédiatement, et cent cinquante-cinq milliards de dollars sur l'année à venir, pour poursuivre ce conflit.

Et il dit aux Européens : vous devez faire ça. Or, l'Europe ne va pas donner de l'argent à une entité qui s'effondre, qui échoue, qui ne sera bientôt plus là. Et si Zelensky allait dans le sens de ce que dit Donald Trump, et qu'il mettait fin à cette vaste campagne de propagande que constitue son attaque continue de drones contre la Russie... Rien que la nuit dernière, plus de six cents drones ont été lancés contre la Russie, dont plus de cent en direction de Moscou. Ils ont tous été abattus, mais ce n'est pas la question. Le point essentiel, c'est que Zelensky maintient cette campagne de pression très visible contre la Russie. Il lance des drones pour convaincre l'Europe qu'il peut résister, qu'il en est capable.

Donald Trump veut qu'il cède, qu'il mette fin à cette campagne de propagande et qu'il reste les bras croisés pendant que la Russie, littéralement, bombarde l'Ukraine jusqu'à sa reddition. Alors, Zelensky

ne joue pas ce jeu-là. Et l'Europe ne veut pas qu'il y joue. L'Europe a besoin qu'il devienne le nouveau Winston Churchill. Donc, avec le soutien de l'Europe, Zelensky s'oppose à Donald Trump, verbalement et ouvertement. Et cela a créé une rupture très intéressante entre Trump et Zelensky, en ce moment. Et je pense qu'en gros, nous assistons à la fin de Zelensky en tant que dirigeant politiquement viable de l'Ukraine.

#Danny

Est-ce que ces conséquences avaient été prises en compte dans tout ça, Scott ? Parce qu'avant le début de la guerre en Iran, on entendait déjà des inquiétudes au sujet du détroit d'Ormuz. Quelles seraient les conséquences si les États-Unis décidaient de lancer une vaste campagne militaire contre l'Iran ? Aujourd'hui, on a l'impression que tout cela a fini par éclater au grand jour. Et comme vous l'avez dit, cela a des répercussions sur un autre conflit que l'administration Trump semble avoir essayé d'ignorer, du moins concernant le degré d'implication directe de cette administration. Et vous venez pourtant d'exposer toutes les façons dont elle y est impliquée malgré tout.

Et pendant longtemps, dans ce conflit avec l'Ukraine, on a eu l'impression que l'administration Trump soutenait simplement, discrètement, le régime ukrainien, sans que cela attire vraiment l'attention, à cause de tout ce qui s'est passé en Asie occidentale. Et maintenant, l'économie mondiale est en surchauffe. L'Iran vient de souligner que l'inflation augmente aux États-Unis. Et ce ne sont pas des informations pour lesquelles il faut se tourner vers l'Iran. Elles sont publiées ici même, aux États-Unis. Qu'en pensez-vous ? Est-ce que ce sont des conséquences dont les planificateurs, les faiseurs de guerre, les soi-disant stratèges de Washington, ne se soucient tout simplement pas ? Parce que tous les signes semblent indiquer que non, ils ne s'en soucient pas. Et pourquoi ? Qui profite de tout cela ?

#Scott Ritter

Eh bien, pour répondre à cette question, il faut d'abord remonter à l'administration Biden. J'ai été très critique envers l'administration Biden. Beaucoup de gens l'ont été. Mais, du point de vue de l'élaboration des politiques, l'administration Biden fonctionnait de manière cohérente et logique. En clair, une orientation venait de la Maison-Blanche. Cette orientation était ensuite transmise par le conseiller à la sécurité nationale au Conseil de sécurité nationale. Là, les principaux responsables, puis ensuite leurs adjoints, des différents ministères et agences qui composent le gouvernement américain, se réunissaient. On leur disait : « Le président veut ceci, cela et cela », ou bien : « Voici une directive du pouvoir exécutif. »

Ensuite, ils répartiraient les tâches. Puis, elles redescendraient jusqu'au niveau le plus bas, où des groupes de travail interministériels, composés de responsables subalternes, traiteraient de questions précises. À un niveau intermédiaire, ils regroupaient ces questions de manière plus globale. Puis ils remonteraient le tout et en feraient le point aux adjoints, qui pourraient poser des questions, demander de reprendre le travail, puis le faire remonter à nouveau. Les adjoints se mettraient d'

accord sur une proposition et la transmettraient aux principaux responsables. Ceux-ci la présenteraient au président, qui donnerait son feu vert pour la mise en œuvre. À ce moment-là, tout le monde travaille selon le même plan de bataille. Un plan que tous connaissent, parce qu'ils ont contribué à l'élaborer. C'est ainsi que la politique publique est censée être élaborée et appliquée.

Sous l'administration Trump, ça ne se passe pas comme ça. Dans l'administration Trump, aucun de ces mécanismes ne fonctionne. À la place, le président se lève le matin et, avec son cercle rapproché, élabore des publications sur les réseaux sociaux qui deviennent des déclarations de politique publique. Et une fois qu'il a fait une déclaration de politique publique, les différentes agences se réunissent et se demandent : « Comment est-ce qu'on réagit à ça ? Qu'est-ce qu'on doit faire ? » Mais il n'y a aucune analyse approfondie. Tout relève de la réaction à chaud, de la gratification immédiate, plutôt que d'une planification à long terme. Donc, rester là et dire que l'administration Trump a vraiment réfléchi à tout ça, c'est faux.

L'administration Trump a hérité de la politique de l'administration Biden. Or, avec cette politique, comme je vous l'ai expliqué, tout est coordonné d'une certaine manière. Cela crée une dynamique, parce que ces groupes de travail interministériels, et ainsi de suite, qu'est-ce que c'est ? Ce ne sont pas des responsables élus. Ils font partie de la bureaucratie permanente, ce qu'on appelle l'État profond. Donc, l'État profond a déjà été conditionné à orienter la politique dans une certaine direction. Pour arrêter cela, normalement, le président émettrait une directive. Ensuite, ils travailleraient à la mettre en œuvre et chercheraient comment arrêter ce navire, l'immobiliser, puis le rediriger. Mais ce qui se passe aujourd'hui, c'est que le président est tout en haut et dit : « Arrêtez le navire. »

Et tout le monde maintient le navire à flot, mais personne ne sait comment faire parvenir les ordres jusqu'à la salle des machines. Il y a de la confusion, et tout le reste. C'est ce qu'on a avec la politique sur l'Ukraine. C'est ce qu'on a avec la politique sur l'Iran. C'est ce qu'on a avec la politique énergétique. Tout est fait au hasard. Là où il y a une certaine coordination stratégique, c'est au niveau des idées tout en haut. Par exemple, la domination énergétique américaine dans le monde. Comment tirer parti de la position énergétique des États-Unis pour en faire une force à l'échelle mondiale, surtout face à la Chine. C'est une analyse simpliste qui dit que, si nous coupons l'accès de la Chine à l'énergie, nous pourrions alors contrôler sa croissance économique, en étant ceux qui déterminent la quantité d'énergie que la Chine reçoit.

C'est ce qui a conduit à ce que nous avons fait au Venezuela. Et je pense que c'est en grande partie ce qui a motivé notre action avec l'Iran, la raison pour laquelle nous sommes entrés en Iran, ainsi qu'une grande partie de notre politique envers la Russie : l'idée d'étrangler la Russie, d'étrangler l'Iran, et de prendre le contrôle du Venezuela pour contrôler les flux d'énergie vers la Chine. Ce sont là des considérations d'ensemble. Mais elles n'ont pas encore eu le temps de se traduire dans l'ensemble du système. Donc, à la base, rien ne se passe. Et souvent, ce qui se passe à la base, parce que cela suit l'élan donné par les directives de l'administration Biden, entre en conflit avec l'orientation stratégique venue d'en haut.

Je crois effectivement que Scott Bessent et d'autres responsables de l'administration ont une vision : tenter de contrôler l'accès de la Chine à l'énergie. Je crois effectivement que cela a des répercussions sur nos politiques vis-à-vis de l'Iran et de la Russie. La loi Lindsey Graham est en préparation depuis longtemps. Et quand on l'examine, l'étranglement de l'économie russe, de l'économie iranienne, fait partie d'un objectif politique plus vaste, qui avait été élaboré sous l'administration Biden. Cette loi est en préparation depuis un certain temps. Le président vient de la promulguer. Mais maintenant, il faut la mettre en œuvre. C'est l'un de ces rares cas où la politique semble remonter de la base vers le sommet. Autrement dit, sous Biden, ils avaient tout fait descendre.

Tout avait été approuvé. Ils avaient donc la politique à suivre, mais l'impulsion ne venait pas de Trump. Elle venait de la base. Et maintenant, Trump se retrouve face à une loi qu'il ne veut pas appliquer, parce qu'elle gêne les objectifs qu'il essaie d'atteindre. C'est pour cela qu'on se retrouve dans une situation où Trump approuve la loi Lindsey Graham, qui interdit à la Russie de vendre du carburant diesel, puis se retourne et conclut avec la Russie un accord sur le diesel qui viole directement cette même loi. Je pense simplement qu'il y a beaucoup de confusion, en ce moment, au sein de l'administration Trump. Il y a un décalage total en matière de politique entre l'exécutif et les différentes branches chargées de mettre cette politique en œuvre.

#Danny

Et cet objectif plus large, qui consiste à essayer de couper la Chine des marchés de l'énergie, et qui façonne la politique étrangère au plus haut niveau à Washington, est-ce que ça a porté ses fruits ? Je veux dire, la crise énergétique semble frapper les États-Unis, et l'Occident collectif, de manière au moins beaucoup plus visible que la Chine. Alors, comment analysez-vous les conséquences de cette politique ? Parce que, je veux dire, c'était inscrit dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis quand Trump est arrivé au pouvoir. Ce n'était pas formulé comme « isoler la Chine de l'énergie mondiale », mais il était clairement question d'isoler la Chine de l'hémisphère occidental. Consolidons cela, puis assurons-nous que le monde soit bien plus connecté aux États-Unis qu'à n'importe qui d'autre. Qu'en pensez-vous ? Comment tout cela évolue-t-il, maintenant que nous en sommes là ?

#Scott Ritter

L'un des problèmes, c'est que les États-Unis n'ont pas... enfin, pour être franc, nous n'avons pas de politique efficace à l'égard de la Russie. Vous savez, l'un de nos buts, l'un de nos objectifs, c'est de contrôler le secteur énergétique russe, de priver la Russie de revenus, et aussi d'empêcher l'énergie russe d'arriver jusqu'en Chine. Nous avons échoué sur toute la ligne. Et à cause de la manière dont nous avons procédé, vous savez, avec les sanctions imposées dès février, d'emblée, c'est une rupture nette. La Russie n'a donc eu d'autre choix que de prendre des mesures radicales, en réaction et pour assurer sa propre survie, afin de créer certaines connexions qui auraient peut-être mis plus de temps à se mettre en place.

Mais aujourd'hui, la Russie entretient une relation énergétique très solide avec la Chine. Et là encore, c'est à cause des politiques des États-Unis, mises en œuvre de manière très désordonnée et sans coordination. Vous savez, nous n'avons proposé aucune alternative à l'Inde. Or, l'Inde a une économie en pleine croissance, dans un monde où l'énergie manque. Elle a donc dû se tourner vers la Russie. Et il est très difficile de convaincre l'Inde de se débrancher de la Russie sur ce plan-là. Vous savez, la Russie est devenue un fournisseur majeur d'énergie pour le monde situé en dehors du cadre euro-américain. La Chine a acheté beaucoup d'énergie à l'Iran et à la Russie. L'Iran a trouvé des moyens d'acheminer cette énergie vers la Chine. Oui, nous imposons aujourd'hui un blocus à l'Iran. Mais quiconque croit Trump lorsqu'il affirme que nous imposons un blocus total ne connaît tout simplement rien aux réalités de la région.

Permettez-moi de vous parler de la contrebande et des routes empruntées par les passeurs. Les contrebandiers ont toujours joué un rôle absolument crucial dans la création de ce qu'on appelle l'économie grise, voire l'économie noire, sur laquelle les gouvernements s'appuient en période de difficultés économiques. Ce sont des systèmes qui fonctionnent en dehors des cadres juridiques et qui sont moins vulnérables aux pressions venues de l'extérieur. Aujourd'hui, l'Iran fonctionne en grande partie selon une économie grise ou noire. Cela signifie que les États-Unis n'ont aucune idée de ce qui se passe en Iran, et que l'Iran survit. Une grande partie de cela consiste à trouver comment acheminer le pétrole iranien vers un marché qui génère des revenus et répond aux besoins de ceux qui l'achètent. Donc, oui, les États-Unis voulaient étrangler la Russie, étrangler la Chine, étrangler l'Iran. Mais nous n'y sommes pas parvenus parce que, vous savez, nos politiques, encore une fois, ne sont pas bien réfléchies. Elles ne sont pas très bien coordonnées et, souvent, elles se contredisent.

#Danny

Oui. Bon, dans les dix dernières minutes qu'il nous reste, Scott, peut-être pouvez-vous parler du rôle de l'Europe dans tout ça. Il y a bien sûr la France, le Royaume-Uni. Ils ont tous fait savoir au régime saoudien qu'ils étaient prêts à le soutenir. Mais ils ont d'énormes problèmes avec la Russie. Notamment parce que les pays européens, ainsi que le Royaume-Uni — qu'on pourrait dire hors d'Europe, j'imagine — durcissent tous leur position envers la Russie, de manière très agressive. Et ce, alors même que la situation en Ukraine semble se détériorer. Quel est le rôle de l'Europe dans tout cela ? Quelle fonction, quel objectif servent-ils dans toutes ces escalades, ces revers, et tous les développements dont nous avons parlé ici ?

#Scott Ritter

Eh bien, soyons clairs sur un point. L'Europe n'existe pas comme puissance militaire significative sans les États-Unis. L'Europe n'agit pas de manière indépendante. Elle ne le peut pas. Elle n'est pas conçue pour ça. Et la faire passer de sa situation actuelle, celle d'un membre subordonné d'une alliance qui est elle-même collectivement subordonnée aux États-Unis, une alliance établie, vous

savez, créée par les États-Unis pour les États-Unis — c'est l'OTAN —, à quelque chose d'indépendant, c'est mission impossible. Ils n'ont pas les ressources. Ils n'ont pas les dirigeants. Ils n'ont pas l'unité. Ils n'ont rien. Donc oui, les Européens peuvent se réunir à Bruxelles, à la Commission européenne, et aboyer très fort.

Les chihuahuas aboient fort. Vous entendez le mien aboyer de temps en temps. Les spitz nains aussi. Les petits chiens aiment aboyer. Mais les petits chiens n'arrêtent généralement pas les braqueurs armés, vous savez, à moins d'alerter un chien plus grand. En ce moment, l'Europe n'est qu'un petit chien qui aboie. Ils n'ont aucun pouvoir, aucune capacité, rien. Ils peuvent générer un peu d'argent, mais les difficultés financières de l'Ukraine dépassent ce que l'Europe est capable de soutenir. Mais le vrai problème de l'Ukraine, c'est qu'elle n'a aucune capacité à se défendre contre la Russie. Et elle n'aura aucune capacité à se défendre contre la Russie. Je trouve toujours intéressant que la France dise qu'elle va venir en aide à l'Arabie saoudite, mais qu'elle ne puisse pas venir en aide à l'Ukraine parce qu'elle n'a rien.

Et ils n'ont rien à offrir non plus à l'Arabie saoudite. Je demanderais simplement aux gens de regarder une carte. Imaginez l'ensemble des cibles. Maintenant, imaginez la défense aérienne. La défense aérienne, ce n'est pas une couverture qui protège toute la région. Ce sont des points au sol, avec de petits cercles autour, qui représentent la zone couverte. Mais quand on regarde quelque chose comme l'oléoduc de Yanbu et son étendue, avoir quelques points au sol ne veut rien dire. Les drones passent simplement entre eux et frappent là où il n'y a pas de couverture, ou arrivent d'une direction vers laquelle la défense aérienne n'est pas orientée. L'Arabie saoudite, c'est tout simplement une cible immense. Il est impossible de la défendre. Et la France, la Grande-Bretagne, ou n'importe quel autre pays, ne peuvent rien faire pour changer cette réalité.

Ils n'ont tout simplement pas les ressources nécessaires pour faire ça. Et n'oubliez pas qu'il y a aussi une concurrence pour ces ressources. L'Ukraine réclame désespérément des moyens de défense aérienne. Alors, quel signal la France envoie-t-elle à l'Ukraine lorsqu'elle envoie de la défense aérienne à l'Arabie saoudite, mais refuse d'en envoyer à l'Ukraine ? Je pense simplement que nous sommes aujourd'hui dans une situation où, en raison des progrès des missiles balistiques, aussi bien en Russie qu'en Iran, la capacité de l'Occident à répondre efficacement est réduite à néant. Il n'existe actuellement aucun système de défense aérienne capable de se défendre contre le type d'attaque combinée de missiles et de drones que la Russie peut lancer contre l'Ukraine, et que l'Iran peut lancer contre l'Arabie saoudite.

#Danny

Zelensky affirme que plus de vingt millions d'Ukrainiens pourraient se diriger vers l'Europe si la guerre finissait par être perdue. Qu'en pensez-vous ? Je veux dire, l'Europe a absorbé une grande partie des crises de réfugiés apparues ces dernières années, après plus de quinze ans de guerres menées par les États-Unis et l'OTAN. Comment interprétez-vous ces déclarations ? Et que vous inspirent-elles ? À quel point l'Ukraine est-elle un boulet, non seulement pour l'Europe, mais aussi,

en réalité, pour l'ensemble de l'Occident collectif aujourd'hui, compte tenu de ce qui se passe et de ce qui risque de se passer à partir de maintenant ?

#Scott Ritter

Eh bien, gardez à l'esprit qu'à un moment donné, dans un passé pas si lointain, la population de l'Ukraine dépassait cinquante millions d'habitants. Aujourd'hui, elle tourne autour de vingt millions. Beaucoup sont des retraités. Oui, des réfugiés sont partis en Europe. Mais savez-vous où la majorité des Ukrainiens est allée pendant cette crise ? En Russie, où ils ont été accueillis et intégrés pacifiquement. Ils y vivent en paix, ils ont accès aux soins, ils trouvent des emplois, ils travaillent. C'est incroyable de voir ce que la Russie, l'ennemie des Ukrainiens, a fait pour le peuple ukrainien. Vous savez, la Russie n'a pas déclenché cette guerre. Il faut aussi comprendre que l'élargissement de l'OTAN et les préjugés nationalistes ukrainiens se sont combinés pour créer cette situation.

On ne peut jamais oublier Minsk. La Russie cherchait une issue pacifique, rejetée par l'Ukraine, l'Allemagne et la France. Toutes trois ont désormais reconnu que Minsk n'était qu'un écran de fumée, destiné à gagner du temps pour constituer une armée ukrainienne et attaquer les Russes dans le Donbass. Donc, oui. Vous savez, il faut simplement être réalistes sur la situation actuelle. Aujourd'hui, l'Ukraine est un État paria. Vous savez, en deux mille vingt-deux, j'imagine que les Ukrainiens étaient l'accessoire le plus tendance. Enfin, on ne pouvait pas être européen sans avoir un Ukrainien à son bras. Vous savez : « Vous avez un Ukrainien, vous ? » « Moi, j'en ai un. » « Moi, j'en ai trois. » « Moi, quatre. » « Je suis tellement cool. » Compris. Puis deux mille vingt-trois est arrivé, et les Ukrainiens étaient formidables.

Ce n'est plus si séduisant que ça. En deux mille vingt-quatre, les gens les méprisent ouvertement. Aujourd'hui, ils les détestent. Les Ukrainiens sont le peuple le plus détesté d'Europe aujourd'hui, parce qu'ils n'apportent rien. C'est un cancer qui pompe la société. Ils sont arrogants. Ils sont insupportables. Et pourtant, nous en sommes là. Cet hiver, vous allez probablement voir cinquante pour cent de la population ukrainienne redevenir des réfugiés, en fuyant parce qu'ils ne peuvent plus vivre là-bas. L'Ukraine — Kiev, très probablement — va se dépeupler. Le maire de Kiev, Klitschko, le dit. Et ce sera aussi le cas d'autres grandes villes. Elles ne peuvent pas absorber les réfugiés, alors ils se dirigeront vers l'Europe. Vous savez, ce qui est intéressant, quand on parle de l'Ukraine, c'est que la tragédie de l'Ukraine, c'est ce dépeuplement.

En Ukraine aujourd'hui, le ratio entre les décès confirmés et les naissances vivantes certifiées est de quatre pour un. Autrement dit, pour quatre décès certifiés — et je ne parle pas du champ de bataille. Je reviens tout juste de Russie. Quelqu'un qui est très bien placé pour le savoir m'a dit que le nombre de pertes ukrainiennes s'élève à trois millions et demi. Gardez bien cela à l'esprit. C'est le vrai chiffre, pas les fausses informations qui viennent de l'Occident. Au passage, les chiffres russes sont nettement inférieurs à cela, bien en dessous d'un million de pertes au total. C'est toujours énorme. Je ne prétends pas que ce soit insignifiant. Mais cette idée selon laquelle la Russie... Aujourd'hui, l'Ukraine dit : « Nous tuons sept Russes pour chaque Ukrainien. » Non. C'est l'inverse.

Vous savez, c'est la réalité. Mais pour que l'Ukraine se repeuple, il lui faut une population féminine capable d'avoir des enfants, donc des femmes d'un certain âge. Aujourd'hui, quel avenir attend les femmes ukrainiennes ? Toutes celles qui ont fui vers l'Europe, beaucoup d'entre elles sont devenues des esclaves sexuelles. Elles sont exploitées sexuellement, intégrées à l'industrie du sexe. Bref, elles deviennent prostituées. Et qu'est-ce qui se passe ? Elles deviennent toxicomanes. Elles deviennent criminelles. Elles finissent par mourir dans la rue, de maladie ou d'overdose. Voilà l'avenir des femmes ukrainiennes qui fuient vers l'Europe. Celles qui restent en Ukraine, en revanche, vont être enrôlées, mobilisées. Elles deviendront opératrices de drones. Or, aujourd'hui, le poste le plus dangereux dans l'armée ukrainienne, c'est celui d'opérateur de drones.

Cela signifie que les femmes ukrainiennes seront soit tuées sur le champ de bataille, soit réduites à la prostitution, sans aucun avenir en Europe. L'Ukraine a besoin d'enfants. On leur refuse l'accès à la seule chose qui puisse donner naissance à des enfants ukrainiens : les femmes ukrainiennes. Nous assistons à l'extinction littérale de l'Ukraine. À l'extinction de l'Ukraine, pas à sa défaite. À l'extinction de l'Ukraine. Et cela se produit parce que le monde continue de voir l'Ukraine comme un État par procuration dans un conflit plus vaste contre la Russie. « Jusqu'au dernier Ukrainien » semble être le cri de guerre. Écoutez Keith Kellogg et sa ridicule fille, Megan Mobbs, et ce qu'elle dit. Ils veulent que les Ukrainiens se battent jusqu'au dernier Ukrainien.

Elle a gagné cent millions de dollars sur la souffrance du peuple ukrainien, en trahissant les gens. Je veux dire, nous ne devrions avoir aucune compassion pour ces va-t-en-guerre et ces profiteurs de guerre qui crient : « Slava Ukraini », alors que ce que ça veut vraiment dire, c'est : « Continuez à mourir pendant que je m'enrichis de votre souffrance. » C'est ça, la véritable tragédie de l'Ukraine : ceux qui sont censés l'aider sont précisément ceux qui encouragent son extinction. Et les gens que l'Occident accuse de nuire à l'Ukraine sont les seuls à l'aider. L'Ukraine a un seul ami au monde, un seul, et c'est la Russie. Pourtant, nous voilà dans une situation où l'Occident retourne l'Ukraine contre la Russie, et le résultat final, c'est l'extinction de l'Ukraine.

#Danny

Scott, c'était une excellente émission aujourd'hui. Je veux m'assurer que tout le monde sache qu'on peut retrouver votre site, ScottRitter.com, dans la description de la vidéo ci-dessous, et y découvrir tout votre travail, ainsi que vous soutenir. Tout le monde, cliquez sur le bouton « J'aime » avant de partir. N'oubliez pas de consulter tous les liens dans la description de la vidéo pour soutenir cette émission. Mais Scott, avez-vous un dernier mot avant qu'on termine ici ?

#Scott Ritter

Non, je veux simplement, je suppose, réaffirmer que la discussion que nous avons aujourd'hui n'a lieu nulle part dans les médias grand public. Enfin, excusez-moi, dans les médias d'entreprise. Vous voulez savoir pourquoi je ne veux pas les appeler les médias grand public ? Parce que, Danny, vous

et moi, nous sommes le grand public. Vous et moi, le juge Napolitano, Garland Nixon et des gens de cette nature, nous sommes le grand public. C'est vers nous que se tournent les personnes qui ont soif d'informations fondées sur les faits, et d'analyses sans filtre et impartiales. Mais vous savez ce que nous faisons ? Nous n'acceptons pas d'argent des entreprises. Nous ne sommes pas contrôlés par les entreprises.

Nous dépendons du soutien de notre public. Et j'encourage simplement les gens à soutenir Danny Haiphong, à soutenir le travail qu'il fait, et à soutenir d'autres personnes aussi. Quand vous recevez un journaliste indépendant, par exemple, soutenez-le. Parce que sans votre soutien, les journalistes indépendants finissent souvent par disparaître. Et je ne pense pas que nous voulions voir Danny Haiphong partir de sitôt. Alors, j'encourage simplement les gens à vous soutenir, et à soutenir les autres voix qu'ils apprécient, moi y compris, s'ils le souhaitent. Rendez-vous sur ScottRitter.com. Il y a aussi des possibilités de soutien là-bas.

#Danny

Exactement, oui. Tout le monde, allez voir ScottRitter.com après l'émission. Cliquez sur le bouton « J'aime » avant de partir, faites-le. Et puis, tous les endroits où la vidéo est diffusée sont indiqués dans la description, juste en dessous. Je serai de retour demain à quatorze heures, heure de la côte Est des États-Unis. Je vous dirai très bientôt ce qui se passe.